

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**TRATON FINANCIAL SERVICES FRANCE**

Société par actions simplifiée au capital de 45.584.473,60 €  
Siège social : 2, boulevard de l'Industrie, ZI d'Ecouflant, 49000 Angers  
350 890 661 R.C.S. Angers

*Documents comptables annuels.*

*Comptes sociaux approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2025 et certifiés par les commissaires aux comptes*

**I. — Bilan publiable au 31 décembre 2024.**  
(En milliers d'Euros.)

Actif	Exercice N 2024	Exercice N-1 2023
Caisse, banques centrales, c.c.p.	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	1 814	0
Opérations avec la clientèle	70 573	47 401
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	515 572	464 080
Location simple	25 602	1 988
Immobilisations incorporelles	157	135
Immobilisations corporelles	353	368
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Autres actifs	4 606	7 023
Comptes de régularisation	3 602	3 139
<b>Total de l'actif</b>	<b>622 279</b>	<b>524 134</b>

Passif	Exercice N 2024	Exercice N-1 2023
Banques centrales, c.c.p.	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	37 440	18 752
Opérations avec la clientèle	470 895	398 493
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	24 325	19 589
Comptes de régularisation	8 138	7 488
Comptes de négociation et de règlement	0	0
Provisions	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1 100	1 100
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>80 381</b>	<b>78 712</b>
Capital souscrit	29 357	29 357
Primes d'émission	0	0
Réserves	1 867	1 780
Écarts de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	10 574	13 215
Report à nouveau (+/-)	34 272	32 616
Résultat de l'exercice (+/-)	4 311	1 744
<b>Total du passif</b>	<b>622 279</b>	<b>524 134</b>

Hors bilan	Exercice N 2024	Exercice N-1 2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	34 296	39 602
Engagements de garantie	0	0
Engagements sur titres	0	0
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	258 320	317 253
Engagements de garantie	30 549	22 409
Engagements sur titres	0	0

## Compte de résultat publiable

	(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
+	Intérêts et produits assimilés	2 304	1 189
	Intérêts et charges assimilées	-14 580	-7 125
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées <sup>1</sup>	207 772	196 714
	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées <sup>1</sup>	-186 522	-182 651
+	Produits sur opérations de location simple <sup>2</sup>	2 425	1 465
	Charges sur opérations de location simple <sup>2</sup>	-1 224	-1 251
+	Revenus des titres à revenu variable		
+	Commissions (produits)		
	Commissions (charges)	-21	-24
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+	Autres produits d'exploitation bancaire	3 119	2 640
	Autres charges d'exploitation bancaire		
	<b>Produit net bancaire</b>	<b>13 273</b>	<b>10 955</b>
	Charges générales d'exploitation	-9 839	-6 371
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	-248	-210
	<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 186</b>	<b>4 375</b>
+/-	Coût du risque		
+/-	Dotations / reprises / provisions réglementées	2 640	-2 894
	Résultat d'exploitation	5 826	1 482
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés	21	37
	<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>5 847</b>	<b>1 519</b>
+/-	Résultat exceptionnel	0	692
	Impôt sur les bénéfices	-1 536	-467
+/-	Dotations/reprises de FRBG	0	0
	<b>Résultat net</b>	<b>4 311</b>	<b>1 744</b>

## III. — Annexe au bilan et compte de résultat bancaires au 31 décembre 2024.

## I. – Principes et méthodes comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies par le Comité de la Réglementation Bancaire.

La présentation des états financiers de TRATON Financial Services France est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB), modifié par les règlements 2000-03 et 2005-04 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) et 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF).

Les chiffres rappelés dans les documents de synthèse, bilan et compte de résultat, sont directement comparables.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le 1er janvier 2023, la méthode d'amortissement technique des biens donnés en location est calculée comme suit :

- les valeurs résiduelles des contrats auxquels sont affectées les immobilisations sont exclues des bases amortissables.
- les durées d'amortissement sont les durées des contrats auxquels sont affectées les immobilisations.

La durée d'amortissement fiscal de ces biens donnés en location est de 7,5 ans pour les cars et bus acquis neufs, 6,5 ans pour les autres véhicules acquis neufs, et 3 ans pour les véhicules acquis d'occasion. Ces durées correspondent aux durées de vie estimées des véhicules. A noter que la base amortissable pour le calcul de ces amortissements fiscaux comprend la valeur résiduelle des contrats, contrairement à la base amortissable pour la détermination des amortissements techniques.

Le mode d'amortissement utilisé pour ces amortissements techniques et fiscaux reste le mode linéaire.

La différence entre les amortissements techniques et les amortissements fiscaux fait l'objet d'amortissements dérogatoires et de retraitements extra-comptables.

Pour ses biens donnés en crédit-bail, la société avait opté en 2022 pour le régime dit des « amortissements financiers » prévu par l'article 39-C du CGI.

## II. – Evénements marquants de l'exercice.

A compter du 10 juillet 2024, Scania Finance France SAS a changé de dénomination sociale. Son nouveau nom est TRATON Financial Services France SAS.

En date du 15 octobre 2024, TRATON Financial Services France SAS a ouvert un établissement secondaire au 12 Avenue du Bois de l'Epine, Zone industrielle, 91000 EVRY-COURCOURONNES.

En date d'effet du 1er novembre 2024, la société Euro Leasing GMBH a cédé son fonds de commerce de location (sans option d'achat) de véhicules poids lourds et véhicules utilitaires, en courte et longue durée, sans chauffeur (activité identifiée sous la marque « MAN Rental » à TRATON Financial Services France SAS. Le prix de cession de 22 529 325 € se compose d'éléments corporels.

## III. – Evénements postérieurs à la clôture.

En date du 31 Mars 2025, la société a conclu un acte réitératif d'une convention de successeur par laquelle la succursale française Volkswagen Bank et Man France ont cédé des actifs permettant à TRATON Financial Service France de reprendre les activités précédemment exercées par les cédants. Le prix de cession s'élève à 16 633 040 €.

## IV. – Méthodes d'évaluation.

**a) Immobilisations incorporelles et corporelles.** — Elles figurent en valeur brute au bilan pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition).

Pour les biens donnés en crédit-bail (article 313-7 du Code monétaire et financier), la dotation aux amortissements est égale à la fraction du loyer acquise au titre de l'exercice, qui correspond à l'amortissement du capital engagé pour l'acquisition de ces biens. Il s'agit de l'option pour les amortissements financiers (art 39-C du CGI).

Pour les biens donnés en location, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire, sur la durée des contrats, la valeur résiduelle étant exclue de la base amortissable.

Pour les autres immobilisations, les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation suivantes :

Immobilisations incorporelles : logiciels, logiciels :	1 à 3 ans
Immobilisations corporelles :	
Véhicules de tourisme neufs :	4 ans
Véhicules de tourisme d'occasion :	2 à 3 ans-
Mobilier et matériel de bureau :	3 à 10 ans

Au passif des comptes annuels figurent les amortissements dérogatoires :

- sur les biens donnés en crédit-bail, qui correspondent à un « saupoudrage » d'amortissements dégressifs,
- sur les biens donnés en location lorsque l'amortissement fiscal cumulé excède l'amortissement technique cumulé.

**b) Créances sur la clientèle.** — Elles sont valorisées à leur valeur nominale sous déduction, le cas échéant, des dépréciations destinées à les ramener à leur valeur d'inventaire.

**c) Evaluation des dépréciations de la clientèle.** — Ont été dépréciés pour le montant total de leur créance HT, les clients faisant l'objet de poursuites judiciaires ou dont les dossiers sont traités par le service contentieux.

- 33.02 % représentent les dépréciations pour créances dues par les clients en procédure judiciaire.
- 16.99 % représentent les dépréciations pour créances impayées par les clients en poursuite d'activité, en procédure judiciaire.

- 49.99 % représentent les dépréciations sur créances dues par les clients ayant des impayés de plus de 3 mois.

L'impact de l'actualisation est non significatif compte-tenu du faible montant de risque net.  
Le traitement comptable du risque de crédit est traité au paragraphe VIII.

**d) Dettes et autres passifs.** — Ils figurent au bilan à leur valeur nominale.

**e) Comptes de régularisation :**

— Charges constatées d'avance :

Elles représentent des frais engagés dans l'exercice mais qui en vertu du principe de l'annualité des charges, se rapportent à l'exercice suivant.

— Produits constatés d'avance :

Il s'agit de produits perçus avant que les prestations les justifiant aient été complètement effectuées.

**f) Provisions.** — Le poste provisions comprend les provisions destinées à couvrir des risques et charges non directement liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peut être fixé de façon précise.

Il recouvre en outre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

**V. – Divers.**

**a) Effectifs :**

Nombre de personnel	31/12/2023	31/12/2024
Actifs	58	72
Inactifs	3	0
<b>Total</b>	<b>61</b>	<b>72</b>

Effectif moyen de l'exercice	2023	2024
Cadres	29,7	34,6
Employés	20,3	28,8
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>63,4</b>

**b) Fiscalité**

Le résultat de l'exercice a été affecté par l'utilisation de dérogations fiscales :

amortissements dérogatoires pour une dotation de 8 434 K€, une reprise de 11 075 K€.

	(En Euros)
<b>Allègement de la dette future d'impôts :</b>	
Dépréciations sur créances clients	585 997
Contribution sociale de solidarité	190 000
Honoraires Commissaires aux comptes	20 700
Dépenses de mécénat, dons	
Aide à la construction	0
<b>Total</b>	<b>796 697</b>
Taux IS : 25%	
Allègement futur d'impôts	199 174
<b>Accroissement de la dette future d'impôts(en Euros)</b>	
Amortissements dérogatoires cumulés au 31.12.2024	10 574 454
Taux IS : 25%	
Accroissement futur d'impôts	2 643 614

**c) Identité de la société consolidante.** — Notre société est consolidée dans les comptes de la société TRATON FINANCIAL SERVICES AB - S15187 - SODERTALJE qui applique la méthode de l'intégration globale.

**d) Rémunérations allouées pendant l'exercice aux organes d'administration ou de direction.** — Le montant des rémunérations versées aux organes de direction en 2024 est 302 872.93 €.

**e) Honoraires des commissaires aux comptes.** — Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figurant dans le compte de résultat de cet exercice s'élève à 31 700 € et correspond en intégralité au contrôle légal des comptes.

**VI. — Commentaires relatifs au bilan.**  
(En milliers d'Euros.)

**1°) Bilan actif :**

	2023	2024
<b>a) Créances sur les établissements de crédit</b>		
Représentatives de créances à vue	0	1 814
<b>b) Créances sur la clientèle (non éligibles au refinancement de la Banque Centrale)</b>		
Moins de 3 mois	26 001	40 600
De 3 mois à 1 an	6 719	7 623
De 1 à 5 ans	14 681	22 350
	<b>47 401</b>	<b>70 573</b>

Les opérations réalisées avec les sociétés du groupe TRATON (société mère, sociétés sœurs et centrale de trésorerie) ont toutes été conclues à des conditions normales de marché.

**c) Crédit-bail, location :**

Crédit-bail	A nouveau au 01/01/2024	Transferts	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>946 408</b>	<b>71</b>	<b>249 161</b>	<b>-208 102</b>	<b>987 538</b>
Immos en cours	2 298	-2 298	2 695		2 695
Amortissement	-483 733		-179 334	189 267	-473 801
Dépréciations	-892	0	-820	851	-861
<b>Valeurs nettes</b>	<b>464 080</b>	<b>-2 228</b>	<b>71 702</b>	<b>-17 984</b>	<b>515 571</b>

Locations	A nouveau au 01/01/2024	Transferts	Augmentations	Diminutions	Solde au 31.12.2024
<b>Valeurs brutes</b>	<b>4 453</b>	<b>-71</b>	<b>23 880</b>	<b>-252</b>	<b>28 010</b>
Immos en cours	0		425	0	425
Amortissement	-2 459	0	-1 224	856	-2 827
Dépréciations	-5		-6	6	-6
<b>Valeurs nettes</b>	<b>1 988</b>	<b>-71</b>	<b>23 075</b>	<b>610</b>	<b>25 602</b>

**d) Immobilisations incorporelles :**

	2023	2024
Logiciels	109	143
Avances et acomptes versés	26	14
	<b>135</b>	<b>157</b>

**e) Immobilisations corporelles (toutes concernent l'exploitation) :**

	2023	2024
Agencements divers	30	45
Matériel de transport	323	297
Matériel et mobilier de bureau	15	11
	<b>368</b>	<b>353</b>

**f) Autres actifs**

	2023	2024
Etat - taxe sur la valeur ajoutée	7 005	4 431
Divers	17	176
	<b>7 023</b>	<b>4 606</b>

**g) Comptes de régularisation :**

	2023	2024
Charges constatées d'avance	259	280
Factures à établir	1 861	2 303
Assurances à recevoir - produits à recevoir	82	169
Loyers et prestations associées des contrats financiers à recevoir	937	850
	<b>3 139</b>	<b>3 602</b>

**2°) Bilan passif****a) Dettes envers les établissements de crédit :**

Comptes et emprunts	Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		>A 5ans		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Découvert bancaire	18 645	37 305							18 645	37 305
Intérêts courus bancaires			107	136					107	136
<b>Total</b>	<b>18 645</b>	<b>37 305</b>	<b>107</b>	<b>136</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>18 752</b>	<b>37 441</b>

**b) Comptes créditeurs de la clientèle :**

Comptes à terme	Moins de 3 mois		De 3 mois à 1 an		De 1 à 5 ans		>A 5ans		Total	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Emprunts groupe	38 699	44 420	115 550	128 201	242 169	294 106	673	2 363	397 091	469 090
Intérêts courus sur emprunts groupe	703	1 301							703	1 301
Clients créditeurs	698	504							698	504
<b>Total</b>	<b>40 101</b>	<b>46 225</b>	<b>115 550</b>	<b>128 201</b>	<b>242 169</b>	<b>294 106</b>	<b>673</b>	<b>2 363</b>	<b>398 493</b>	<b>470 895</b>

**c) Autres passifs :**

	2023	2024
Dépôts et cautionnements reçus	339	1 703
Personnel	1 369	1 701
Organismes sociaux	895	1 026
Taxes à payer	530	1 141
Produits d'assurances à reverser	625	538
Reprise fonds de commerce MANR	0	579
Fournisseurs	15 832	17 637
Compte-courant Scania Holding France	0	0
	<b>19 589</b>	<b>24 325</b>

**d) Comptes de régularisation :**

	2023	2024
Produits constatés d'avance, loyers des contrats financiers	7 488	8 138
Remboursements d'assurances et indemnités de résiliation	7 488	8 138

**e) Provisions :**

	2023	2024
Provision, fonds pour risques bancaires généraux	1 100	1 100
Provision pour risque assurance	0	0
	1 100	1 100

**f) Capital social :**

	Nombre d'actions	Valeur nominale
Début d'exercice	1 925 020	15.25 €
Fin d'exercice	1 925 020	15.25 €

Conformément aux dispositions de l'article 356-3 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous précisons qu'au 31 décembre 2024 la société TRATON Financial Services AB détenait plus de 99 % du capital social de notre société. L'ensemble des actions confèrent les mêmes droits aux porteurs.

— Variation des capitaux propres 2024 :

Libellé	01/01/2024	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Capital social	29 357			29 357
Réserve légale	1 780	87		1 867
Provisions réglementées	13 215	8 434	-11 075	10 574
Report à nouveau	32 616	1 656		34 272
Résultat	1 744	4 311	-1 744	4 311
<b>Total</b>	<b>78 711</b>	<b>14 489</b>	<b>-12 819</b>	<b>80 381</b>

— Variation des capitaux propres 2023 :

Libellé	01/01/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2023
Capital social	29 357			29 357
Réserve légale	1 656	124		1 780
Provisions réglementées	10 000	8 606	-5 391	13 215
Report à nouveau	30 266	2 350		32 616
Résultat	2 474	1 744	-2 474	1 744
<b>Total</b>	<b>73 753</b>	<b>12 823</b>	<b>-7 865</b>	<b>78 711</b>

**d) Engagements pour indemnités de fin de carrière.** — Les engagements en matière de départ à la retraite ont été calculés pour le personnel présent à la clôture de l'exercice, suivant la convention collective de la Métallurgie. Ils s'élèvent à 514 300€. Dans la mesure où une somme de 298 000 € a été capitalisée par un contrat d'assurance destiné à faire face à ces engagements, le montant des engagements hors bilan s'élève à 216 300 €.

**VII. – Commentaires relatifs au hors-bilan.**  
(En milliers d'Euros.)

**a) Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle.** — Dossiers de financement acceptés par la société et dont les contrats n'ont pas encore démarré, pour 34 296 K€ au 31.12.2024, contre 39 602 K€ au 31.12.2023

**b) Engagements reçus de la clientèle.** — Ligne de financement reçue de la centrale de trésorerie du groupe TRATON, montant non utilisé de 258 320 K€ au 31.12.2024, contre 317 253 K€ au 31.12.2023

**c) Engagements de garantie.** — Le montant des garanties reçues de la clientèle au 31.12.2024 est de 30 549 K€ contre 22 409 K€ au 31.12.2023



**VIII. – Commentaires relatifs au compte de résultat.**  
(En milliers d'Euros.)

	2023	2024
<b>a) Produit net bancaire :</b>		
Intérêts et produits assimilés		
Intérêts sur crédits à l'équipement	430	970
Commissions affacturages	648	1 215
Intérêts de retard	85	119
Intérêts créditeurs bancaires	12	0
Intérêts créditeurs cash pool	14	0
	<b>1 189</b>	<b>2 304</b>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>		
Intérêts sur emprunts bancaires à terme	-6 870	-13 928
Intérêts bancaires	-41	-29
Intérêts cash pool	-214	-624
	<b>-7 125</b>	<b>-14 580</b>
<b>Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés</b>		
Loyers	188 717	199 917
Produits accessoires	1 609	1 966
Plus-values de cessions d'immobilisations	5 396	4 752
Profits sur récupération de créances amorties	51	0
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	875	649
Reprise de dépréciation sur immobilisations	66	488
	<b>196 714</b>	<b>207 772</b>
<b>Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés :</b>		
Dotation aux amortissements des immobilisations	-175 942	-179 767
Dotation pour dépréciation sur immobilisations	-208	-162
Moins-values de cessions d'immobilisations	-1 309	-1 732
Dotation aux dépréciations pour créances douteuses	-427	-797
Créances irrécouvrables	0	-50
Commissions sur cessions d'immobilisations	-4 766	-4 014
	<b>-182 651</b>	<b>-186 522</b>
<b>Produits sur opérations de location simple</b>		
Loyers	743	1 179
Produits accessoires	0	1 057
Plus-values de cessions d'immobilisations	722	189
	<b>1 465</b>	<b>2 425</b>
<b>Charges sur opérations de location simple</b>		
Dotation aux amortissements des immobilisations	-1 105	-1 224
Moins-values de cessions d'immobilisations	-146	0
Autres charges	0	0
	<b>-1 251</b>	<b>-1 224</b>
<b>Commissions</b>		
Charges sur prestations de services bancaires	-24	-21
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits exceptionnels divers	41	54
Remboursements d'assurances	1 464	1 047
Produits exceptionnels assurances	12	0
Participation aux bénéfices des assureurs	915	731
Différence de provisions	2	8
Transferts de charges	206	1 279

	<b>2 640</b>	<b>3 119</b>
<b>b) Charges générales d'exploitation</b>		
Salaires	-3 211	-3 664
Organismes de retraites	-273	-316
Autres charges sociales	-1 312	-1 486
Intéressement des salariés	-126	-138
Impôts et taxes	-414	-1 590
Autres services extérieurs	-2 510	-4 269
Reprise provision pour risque	68	0
Charges refacturées	1 408	1 624
	<b>-6 371</b>	<b>-9 839</b>
<b>c) Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles</b>		
Biens à disposition de la société	-210	-248
<b>d) Dotations / Reprises de provisions réglementées</b>		
Dotations amortissement dérogatoire crédit-bail	-8 224	-8 004
Dotations amortissement dérogatoire location	-60	-431
Reprises amortissement dérogatoire crédit-bail	5 174	11 004
Reprises amortissement dérogatoire location	216	71
	<b>-2 894</b>	<b>2 640</b>
<b>e) Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>		
Plus ou moins-values de cessions sur immobilisations	37	21
<b>f) résultat exceptionnel</b>		
Correction d'erreur : amortissements dérogatoires	-321	0
Correction d'erreur : amortissements techniques	1 013	0
	<b>692</b>	<b>0</b>
<b>g) Impôts sur les bénéfices</b>		
Impôt société	-467	-1 536

**IX. – Traitement comptable du risque de crédit.**  
(En milliers d'Euros.)

**Ces informations ne concernent que les opérations de crédit et de crédit-bail.**

— Choix de classement des encours : Les encours clients sont classés en encours contentieux (créances sur clients en règlement ou liquidation judiciaire) et encours douteux (toutes les créances d'un même client, dès qu'une de ces créances est impayée depuis plus de 3 mois, selon le principe de contagion). Tous les autres encours sont considérés comme des encours sains.

— Règle de déclassement : Un encours sain est comptabilisé en encours contentieux dès que l'on a connaissance du dépôt de bilan du client. Les encours douteux sont évalués à chaque fin de mois, dès qu'une créance est impayée depuis plus de 3 mois. Les passages en perte ne sont comptabilisés que lorsque l'on a obtenu un certificat d'irrecouvrabilité de nos créances. Les encours contentieux sont reclassés en encours sains sur décision du service contentieux, en fonction de leur situation judiciaire (passage en plan de continuation), leurs reprises de règlements ou mises en place de prélèvements automatiques.

— Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques : Chaque dossier, qu'il soit en encours contentieux ou douteux, est analysé par le service contentieux. Les garanties obtenues lors de la mise en place du crédit (caution, engagement de rachat ou de participation aux pertes d'un tiers) sont alors mises en œuvre, afin de diminuer notre risque de crédit.

— Méthode retenue pour la détermination de la perte probable : Le montant de la dépréciation correspond à 100% de la valeur HT de la créance, plus 100% de la dépréciation du matériel si la valeur marché du bien est inférieure à sa valeur nette comptable, moins les garanties mises en œuvre.

— Informations sur les encours Crédit-bail et Crédit Classique :

	<b>2023</b>	<b>2024</b>
Encours contentieux	570	498
Encours douteux	292	509
	<b>862</b>	<b>1 007</b>

Informations sur les dépréciations (En K€) :

Libellé	01/01/2024	Dotation	Reprise	31/12/2024
Dépréciation sur encours contentieux	483	438	-406	516
Dépréciation sur encours douteux	243	359	-243	359
Dépréciation sur matériels	208	162	-208	162
<b>Total</b>	<b>935</b>	<b>959</b>	<b>-857</b>	<b>1 037</b>

Libellé	01/01/2023	Dotation	Reprise	31/12/2023
Dépréciation sur encours contentieux	1 060	182	-759	483
Dépréciation sur encours douteux	116	243	-116	243
Dépréciation sur matériels	66	208	-66	208
<b>Total</b>	<b>1 242</b>	<b>634</b>	<b>-941</b>	<b>934</b>

— Informations sur les pertes et récupérations de l'exercice (K€) :

	2023	2024
Pertes sur créances douteuses	0	50
Reprises de dépréciations correspondantes	0	0
<b>Rentrées sur créances amorties</b>	<b>51</b>	<b>0</b>

Pour les activités de crédit-bail avec option d'achat ainsi que de location simple, sont inscrites en PNB, conformément au CRC 2005-04, les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation contrats.

**X – Informations relatives aux réserves latentes des opérations de crédit-bail et location avec engagement de rachat.**  
(En milliers d'Euros.)

La réserve latente, nette de dépréciations financières et d'impôts différés, des contrats de crédit-bail et location avec engagement de rachat, s'élève à 7 677 K€ au 31.12.2024, contre 9 952 K€ au 31.12.2023

Le montant de la réserve latente inclus dans les fonds propres complémentaires au 31 décembre 2024 s'élève à 7 677 KEUR.

**V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Aux Associés de la société Traton Financial Services France,

**Opinion.** — En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Traton Financial Services France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion :**

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations.** — En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques.** — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant
- fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 12 mai 2025

**Le Commissaire aux comptes :**

ERNST & YOUNG Audit :

Claire ROCHAS.

**VI. – Rapport de gestion**

Le rapport de gestion du Comité de Direction est tenu à la disposition du public au siège social.